

Nîmes, le **21 DEC. 2022**

Cellule Carrière/Eolien/Mine après mine

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2022-085 DREAL**  
modifiant les conditions d'exploitation de la carrière  
exploitée sur la commune de Pouzilhac au lieu-dit "Garustière et Pérède"  
par la société ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, L.516-1, R.181-45, R.181-46 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°18-035N du 1<sup>er</sup> mars 2018 autorisant la société ROBERT TRAVAUX PUBLICS à exploiter une carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits ainsi qu'une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Pouzilhac, au lieu-dit « Garustière et Pérède » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°20-01-103-DREAL du 30 janvier 2020 complémentaire à l'arrêté préfectoral n°18-035N du 1<sup>er</sup> mars 2018, concernant les modifications des conditions d'exploitation pour un forage et une unité de recyclage) et de changement d'exploitant de la carrière de roche massive calcaire exploitée par la société ROBERT TRAVAUX PUBLICS pour devenir ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES sur la commune de Pouzilhac, au lieu-dit « Garustière et Pérède » ;

**Vu** le porter à connaissance du 24 octobre 2022 modifié le 1<sup>er</sup> décembre 2022 présentée par la société ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES demandant la modification des conditions d'exploitation de la carrière ;

**Vu** le rapport du 7 décembre 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** la transmission du 9 décembre 2022 du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

**VU** la réponse en date du 15 décembre 2022 de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que la demande concerne le travail de nuit de 22h à 6 h pour une période temporaire comprenant les mois de janvier, février, mars, novembre et décembre 2023 d'une partie des activités de la carrière afin de limiter l'impact des coûts de l'énergie dans le cadre de son augmentation très substantielle au niveau international et donc national ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a justifié du respect des valeurs admissibles des niveaux de bruit et d'émergence engendrées en période nocturne par le fonctionnement de ses installations et fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé à l'aide de mesures d'émergence sonore effectuées et reprises dans le porter à connaissance déposé;

**CONSIDÉRANT** ainsi que la modification n'entraîne pas une évolution substantielle des nuisances et des risques associés à l'activité exercée par la société ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES sur la commune de Pouzilhac au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2018 susvisé doit être mis à jour sur les rubriques 2515 et 2517 visées à son article 1.3.1 en ce qui concerne le régime de l'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications nécessitent des actualisations des dispositions de l'arrêté préfectoral ;

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**: Modification du classement de la carrière

La société ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES dont le siège social se situe 346 rue de la république 30630 Verfeuil, exploitant la carrière située au lieu-dit « Garustière et Père de » sur la commune de Pouzilhac est tenue de respecter les dispositions suivantes.

Les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n°18-035N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

Les installations autorisées sont visées comme suit à la nomenclature des installations classées :

Désignation de l'installation et taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Régime
Exploitation de carrière : Capacité de production maximale : 350 000 t/an Périmètre autorisé : 12,03 ha Périmètre exploitable : 8,88 ha Durée autorisée : 15 ans	2510-1	Autorisation
Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous rubrique 2515-2. La puissance de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 900 kW	2515-1a	Enregistrement
Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : égale à 54 600 m <sup>2</sup>	2517-1	Enregistrement

## ARTICLE 2 : Modification des conditions d'exploitation – horaires de fonctionnement de nuit

Les dispositions de l'article 2.1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°03-091N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

« L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

### Dispositions spécifiques au travail de nuit

L'exploitation des installations de traitement des matériaux secondaires, à savoir les étapes de concassage, criblage et lavage, peut être opérée durant les mois de janvier, février, mars, novembre et décembre 2023 en période nocturne entre 22 heures et 6 heures afin de permettre le fonctionnement des installations présentées en annexe du présent arrêté.

Cette configuration de fonctionnement des installations respecte les dispositions relatives à la limitation des bruits émis dans l'environnement, fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. Les points de mesure pris en compte pour vérifier le respect de ces dispositions sont au minimum ceux définis dans le porter à connaissance du 1<sup>er</sup> décembre 2022 susvisé, et d'autres points peuvent être ajoutés sur demande de l'inspection des installations classées. »

## ARTICLE 3 : Délais et voies de recours (art. L.171-11 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de plein juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ARTICLE 4 : Information des tiers (art. R.171-1 du code de l'environnement) et Exécution

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques, <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Le présent arrêté sera notifié à la société ROBERT CARRIERES et INDUSTRIES.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- monsieur le maire de la commune de Pouzilhac,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète

Pour la Préfète,  
la Sous-Préfète,  
secrétaire générale adjointe  
Chloé DEMEULENAERE



**Annexe : plan de positionnement des installations autorisées à fonctionner de nuit**

